

SOLIDARITÉ AVEC LA LUTTE NO TAV

Le mouvement NOTAV, en lutte depuis 25 ans contre la construction de la ligne à grande vitesse Lyon Turin et le forage dans la montagne du plus grand tunnel d'Europe en Val Susa, appelle, aujourd'hui à une journée de lutte et de solidarité. Des manifestations et des actions ont lieu dans toute l'Italie.

Qui se bat contre l'aéroport et son monde peut se reconnaître aussi dans le mouvement No Tav. États et entreprises nous voudraient dociles et résigné.es. Mais en Val Susa comme à la Zad, plein de gens ont décidé que le projet ne se ferait pas, et ne se limitent pas à demander passivement aux décideurs de l'abandonner ou à hurler un NON ignoré depuis des années. Elles et ils agissent et expérimentent des moyens d'action pour s'opposer concrètement au saccage et à la dévastation.

Face aux attaques de l'État, on tient le coup et on choisit d'être solidaires les un.es envers les autres. Quand flics et militaires sont venus expulser et détruire à la Zad, on a réagit massivement et notre détermination a fait échouer leur intervention.

En Val Susa, cela fait plus de deux ans que l'État, ses flics et ses militaires construisent une forteresse pour « protéger » le début du chantier à la Maddalena. Mais le mouvement continue de jour comme de nuit à couper les grillages, à bloquer les machines, à manifester malgré les fils barbelés, les caméras, les matraques, les gaz lacrymos et les offensives répressives.

Dans la nuit du 13 au 14 mai dernier, une trentaine d'anonymes No Tav a attaqué le chantier de la Grande Vitesse en Val Susa, entrant à l'intérieur de l'enceinte grillagée et incendiant du matériel et des équipements. Une action rapide et précise qui a démontré que la forteresse de la Maddalena n'est pas intouchable, et qu'il est possible d'enrayer son fonctionnement. Un sabotage, inscrit dans la lutte, qui avait été soutenu publiquement par le mouvement No Tav.



Sept mois plus tard, le **9 décembre 2013**, la police politique, sur ordre du parquet de Turin, a **incarcéré quatre compagnon-nes, Chiara, Mattia, Niccolo et Claudio**, pour « attentat à finalité de terrorisme ».

Ils et elle sont accusé-es d'avoir pris part à l'action de Mai. Les accusations gravitent autour de l'article 270sexies du code pénal italien, qui reprend la définition européenne du terrorisme, et qui est utilisé pour la première fois contre un mouvement de lutte : « avoir causé un préjudice à l'Italie et à l'Union Européenne avec l'objectif de contraindre les pouvoirs légitimes nationaux et européens à s'abstenir de réaliser et financer les travaux relatifs à la ligne ferroviaire à grande vitesse entre Lyon et Turin ».

Ces accusations contre des No Tav n'arrivent pas de nulle part. Face à un mouvement de lutte qui affronte des décisions étatiques et se renforce dans la diversité d'actions et dans le nombre d'individus qui y prennent part, l'État, en difficulté, joue la carte de la répression terroriste. Il est nécessaire de prendre en compte que cette arme légale est utilisée par le pouvoir contre le mouvement dans son ensemble.

L'État use de sa légitimité « démocratique » pour rendre ses décisions incontestables, en s'appuyant sur la force du droit et de la légalité.

La démocratie est une porte blindée contre toute forme de désaccord, à part celui concédé de se plaindre. Le désaccord ne s'arrête pas, la porte est donc blindée avec barbelés et militaires. Le désaccord se fait résistance et sabotage, cela révèle les « finalités terroristes » de la lutte. Ainsi le Pouvoir parle un langage clair : « Nos décisions démocratiques ne te plaisent pas et tu agis contre ? Tu es un terroriste ».

Les mouvements contre le TAV et l'aéroport ont donné un caractère concret à un NON à travers des années d'expériences, de savoirs, de confrontations et d'actions. C'est cette détermination qui devient antidémocratique et terroriste et pas tant une action spécifique : l'attaque du chantier cette nuit-là. Cette offensive répressive est l'application d'un dispositif pensé contre toute conflictualité sociale, et pouvant frapper n'importe quelle lutte.

Le soutien aux compagnon-nes incarcéré-es et inculpé-es n'est pas seulement un acte de solidarité, mais la revendication acharnée de la lutte et de ses raisons, en Val Susa, à la Zad et partout. Face à cette répression dont l'objectif est d'affaiblir, d'effrayer, d'isoler, de casser les résistances, il est important de réagir le plus largement possible.



Dans la matinée du 30 Janvier, Chiara, Claudio, Mattia et Niccolo ont été transféré.es de la prison de Turin vers trois autres prisons dans des sections de haute sécurité (Rome, Ferrara, Alessandria). Depuis le début de leur incarcération, les mesures restrictives se succèdent : censure ou blocage du courrier, isolement total ou partiel, suspension et suppression des parloirs, diminution des heures de promenade. Cela ne les empêche pas de garder et diffuser la force de résister à cette situation à travers des textes et des actions de protestations (refus de retourner en cellule, refus de sortir en promenade). Cela n'empêche pas qu'à l'extérieur, rassemblements devant les prisons et actions de solidarité continuent d'avoir lieu.

Nous diffusons quelques unes de leurs lettres et invitons à leur écrire (ils et elle comprennent le français)

Si je pouvais choisir, je resterais exactement là où je suis.

Sur les sentiers de la Vallée, dans les rues de Turin, avec mes compagnons, ou me reflétant dans les yeux de femmes et d'hommes qui me sont inconnu-e-s, à apprendre à écouter, à choisir d'attendre, à courir plus vite.

Je me trouverai là où l'on découvre la saveur douce et intense de la lutte, de quelqu'un qui te tient la main lorsqu'elle tremble et se jette de tout coeur contre les obstacles. Là où la solidarité embrasse, chaude, permanente et tenace, et permet à qui est isolé-e de ne pas se sentir seul-e, de libérer la passion de qui est enfermée et de remplir la pièce de présences amies.

Je me suis quelques fois demandée si je ne devrais pas me contenter du privilège de la citoyenneté, de pouvoir avoir de façon presque sûre une maison, éventuellement un enfant, et une façon ou une autre de mettre du pain sur la table. Mais quand j'ai découvert que la liberté et l'humanité étaient d'autres choses que ça, quand tu te rends compte que les uniques moteurs de la politiques et des groupes de pouvoir sont le privilège et le pillage, il est trop tard pour faire marche arrière. Tu es déjà entré dans un autre monde, et ce monde est celui dans lequel je me trouve maintenant.

Il n'existe pas ici d'espace pour ceux qui mesurent leur propre valeur morale sur la base de codes et de lois. Foutre à la rue qui ne peut plus payer de loyer ou dans des camps qui n'ont pas de papiers, produire des déchets nucléaires, sauver le capital et distribuer la misère, militariser et détruire les territoires. Tout cela au nom de la loi, selon la démocratie. Tout, même la dissension, à condition qu'on ne se mette pas véritablement en travers de la réalisation des plans inexorables du progrès et du profit.

Mais lorsque trop de grains de sable enrayent l'engrenage, si une personne, une place ou une population deviennent imprévisibles et efficaces, il devient possible d'entendre le tintement des lames qui s'aiguisent. Pour défendre les propriétés publiques et privées, le corps des lois

gonfle tous ses muscles. Si l'on descend dans la rue le mauvais jour (ou le bon ?), on peut ramasser, en plus des pavés, le rocher de la Dévastation et Pillage (« *Devastazione e Saccheggio* », article issu des codes de lois fascistes et qui a servi à réprimer les manifestants de Gênes en 2001 ou encore ceux de Rome en 2011, NdT) Si l'on assume une pratique radicale contre le système social, le couperet de l'Association Subversive (ou parfois, avec un peu plus de fantaisie, de l'Association de Délinquants) est prompt à tomber. Pour tout le reste, on garde préparée la cage du Terrorisme. N'importe quelle opposition réelle qui cause des dommages et ralentisse l'avancée des projets, et finalement, n'importe quelle action ou lutte efficaces pourraient finir par être redirigées vers cette catégorie de répression. L'objectif est relativement aisé à identifier : une punition exemplaire pour quelqu'un, un avertissement lancé à tou-te-s les autres.

Bien sûr, l'idée de toutes ces années de prison évoquées par ces mots tord l'estomac de façon pire que ne le ferait un étau. Mais il est beaucoup plus douloureux de s'imaginer inertes, à contempler le monde dévasté pour les bénéfices de quelques-uns. De nous, qui avons appris la différence entre juste et légal et savouré le goût de reprendre les rues et les bois, ils n'obtiendront pas grand chose par la menace de la prison. Et ils ne réussiront pas non plus à nous tromper avec la valeur symbolique de leurs accusations, parce que nous savons d'où naît la terreur, et que nous en connaissons les matraques, les gaz, les grillages. Et les armées, les armes, les barres.

Nous ne devons pas avoir peur. La peur, laissons-la respirer à ceux qui vivent blindés dans une existence consacrée à la défense de leurs privilèges et de leurs pillages.

Moi, dans cette cage, je sens mes poumons pleins de la liberté que j'ai apprise à aimer en luttant, sur les sentiers et dans les rues.

Et comme moi, beaucoup d'autres.

Vous. Solidaires, complices et inarrêtables.

LETTRE DE NICCOLO, MATTIA ET CLAUDIO

Il est seulement 16h et le soleil est en train de se coucher derrière l'imposant incinérateur métallique, tandis qu'au loin on entrevoit les premières montagnes de la vallée, et l'imagination complète les contours dessinés du Mont Musiné. Nous sommes enfermés ici depuis dix jours mais nos pensées voyagent encore loin...

Que le parquet de Turin était en train de préparer quelque chose de gros, même les rochers le savaient. Cela se voyait à l'augmentation des plaintes contre le mouvement, mais surtout à l'intense travail de propagande par lequel les enquêteurs, mass medias et politiciens ont cherché à faire passer la résistance No TAV dans l'ombre de ce mot magique et qui permet tout : « terrorisme ». Pendant des mois entiers ils n'ont parlé que de ça, dans un mantra répété de manière obsessionnelle et destiné à justifier une répression féroce.

Au final, ils ont pris quelques uns des nombreux épisodes de lutte de cet été sur lesquels cette imagination suggestive pouvait prendre, et ils les ont déformés et pliés à leur vision du monde faite de militaires et de paramilitaires, de hiérarchie, de contrôle et de violence aveugle.

C'est comme ça qu'ils ont fait pour justifier les perquisitions de fin juillet, et c'est comme ça qu'ils font maintenant pour justifier nos arrestations.

Mais il y a un gouffre entre ce qu'ils veulent voir de nous et ce que nous sommes réellement.

Cela ne nous intéresse pas de savoir qui, cette nuit-là de mai, s'est effectivement aventuré dans la forêt de la vallée Clarea pour saboter le chantier - et cela n'intéresse probablement pas non plus les enquêteurs eux-mêmes. Ce qu'ils veulent, c'est avoir aujourd'hui quelqu'un entre les mains pour faire peser la menace d'années de prison sur le mouvement et sur la résistance active, pour réussir tranquillement et sans être dérangés l'ouverture du chantier en Val Susa.

Ils veulent que les gens restent à la maison pour regarder de leur balcon le projet avancer. Pourtant, ces gens ont déjà les instruments pour s'en mêler : nous avons appris à bloquer quand tous ensemble on criait « No pasaran », et à passer à coups de masse quand le béton des jersey (*clôtures en béton, NdT*) nous barrait la route ; nous avons appris à regarder loin quand l'horizon se remplissait de gaz et à relever la tête quand tout semblait perdu.

Ce n'est pas la terreur qu'ils sèment à pleines mains qui ruinera les futures récoltes de cette longue lutte. Il faudra continuer à construire des lieux et des moments d'affrontement pour échanger des idées et des informations, pour lancer des propositions et être prêts à retourner dans la rue ou au milieu des bois.

C'est le soir à la Valette (*prison dans laquelle les compagnons sont incarcérés, NdT*), mais à part l'obscurité il n'y a pas une grande différence avec le matin, puisque le blindage de la cellule reste fermé vingt-quatre heures sur vingt-quatre : haute sécurité ! Par rapport au quartier des arrivants, c'est beaucoup plus calme et propre, mais l'absence de contact humain nous affaiblit.

La pagaille des blocs B, C ou F (à part l'isolement auquel est contrainte Chiara) grouille d'histoires et d'expériences de vie avec lesquelles se mélanger, dans lesquelles trouver de la complicité et de la solidarité. Déjà le mois dernier, Niccolò, déjà arrêté fin octobre pour une autre affaire, a pu constater que le retentissement de la lutte contre le TAV parvient jusqu'à l'intérieur des prisons, et que pour beaucoup il représente le courage de ceux qui ont cessé de subir les décisions d'un État oppresseur.

Pour nous, contraints à l'isolement dans une section aseptisée, il est d'une importance vitale de refuser la ségrégation et la séparation entre détenus : nous sommes tous « communs ». C'est aussi pour ces raisons que ce serait beau qu'un raisonnement et un parcours sur et contre la prison se développent à l'intérieur du mouvement.

La majorité des gardiens des Valette vit là, dans des grands immeubles à l'intérieur des murs, eux ne seront jamais libérés de la prison. Bien que dans cette section ils nous traitent poliment, ils n'hésiteront pas à faire des rapports sur ordre d'un supérieur quand nous déciderons de lutter pour un motif ou un autre.

Alors, avec les souvenirs qui nous rapprochent, nous tourmenterons ces « porte-clés » par la petitesse de leurs horizons.

« Vous n'avez jamais vu la mer se frayer un chemin dans les bois lors d'un bel après-midi de juillet, s'élancer et avancer contre les grillages d'un chantier ? » « Vous n'avez jamais senti la chaleur humaine de tous les âges se souder côte à côte pendant que les boucliers avancent, l'asphalte de l'autoroute devenir liquide et l'arrière se remplir de fumée ? » « Vous n'avez jamais vu un serpent sans queue ni tête ou une pluie d'étoiles au cœur d'une nuit de milieu d'été ? » Nous si, et nous n'en sommes pas rassasiés.

La route est longue, il y aura des moments exaltants et des raclées retentissantes, il y aura des pas en avant et d'autres en arrière, nous apprendrons de nos erreurs. Pour le moment, nous regardons notre prison dans les yeux et ce n'est pas facile, mais si « la Val Susa n'a pas peur », nous, nous ne pouvons certainement pas en faire moins.

J'écris à tous les compagnons de lutte, aux NoTAV des vallées et des villes, à ces jeunes voyous exalté-e-s qui en février 2012 envahissaient l'A32 et à celles et ceux, moins jeunes, qui en 2005 déjà se frayaient un chemin à coups de bâtons à l'intérieur des grilles du chantier. Je vous écris pour abattre la distance qui nous sépare aujourd'hui, pour faire que ce moment se transforme en une occasion de continuer à mieux nous connaître, pour lancer et recevoir des points de réflexions.

Quand j'habitais encore à Pesaro, avant de déménager à Turin, j'entendais les parents de mes camarades d'école parler de grande vitesse et de NoTAV. Les bien-pensants disaient qu'il ne s'agissait que de "4 montagnards", et que ceux-ci n'allaient pas durer bien longtemps. Arrivé à dix-huit ans dans la capitale piémontaise, je compris que les comptes ne changeaient pas : en 2010, je me suis rapproché de la Val di Susa, rendu curieux par les récits qui m'en arrivaient depuis les *presidi* (*endroits physiques, occupés ou non, où se retrouvent les NoTAV et autour desquels s'organise la lutte : chalets, campements, etc., NdT*) et des nuits sans sommeil à attendre l'arrivée des pelleteuses. Il était clair que ces "montagnards" étaient soit pourvus d'une résistance physique inhumaine, ou bien qu'ils étaient beaucoup plus de 4 et bien organisés !

Je ne savais même pas exactement à quoi allaient servir les sondages, mais tout ce bouillonnement m'enthousiasmait et je m'y jetai la tête la première. Maintenant, il ne m'en reste que quelques fragments qui parcourent ma mémoire : le froid incrusté dans les os et la grappa de six heures du matin pour tenir bon jusqu'au changement de tour à l'Interporto de Susa ; les charges de police au milieu des bois et les boules de neige contre les boucliers. Et puis la police, encore, mais sur la SS24 cette fois, qu'un blocage organisé par des gens énervés avait obligée à retourner à la caserne en passant par Bardonecchia. Des mois plus tard, pendant une manifestation à Turin, j'avais entendu un flic marmonner à un autre, à propos de cette soirée-là : "on a mis plus de trois heures à rentrer à la maison". Avec un peu de recul, et en repensant aux blocages d'après la chute de Luca, j'aurais aimé leur répondre "vous vous en tirez bien, soyez contents de ne pas y être restés la journée" !

A cette époque, il y avait beaucoup de gens. Pas énormément, mais bien réparti-e-s, chaque personne avait une responsabilité directe ou son action à réaliser pour mettre en marche ce mécanisme qui

cherchait à se concentrer et à tenter de différentes façons de s'approcher et de gêner les machines. Le quotidien se transformait, parce que les journées étaient toutes entières tournées vers cet objectif, chacun-e se sentait protagoniste à sa façon et comprenait quelle réaction en chaîne aurait provoqué le fait de repartir, de faire un pas en arrière.

Cet hiver de lutte, qui n'a été pour moi qu'une mise en bouche, avait des caractéristiques que j'allais retrouver à une échelle beaucoup plus grande au cours des périodes qui suivirent, jusqu'à aboutir à l'extraordinaire mélange de pratiques de l'été 2011.

Il serait très utile de les dépoussiérer aujourd'hui pour affronter les défis qui se plantent devant nous en ce qui concerne le futur immédiat, mais le parquet ne semble pas être de cet avis. Si le mouvement a fait des pas de géant au cours de la dernière période en accueillant le sabotage en tant que pratique légitime de ceux qui se rebellent contre les projets imposés par l'État, ce dernier a décidé, à travers cette enquête, d'attaquer un important bagage d'expériences accumulées au cours des années, en en redéfinissant les contours et en en déformant le contenu. Ils parlent d'"organisation paramilitaire", de "subdivisions des rôles", de "hiérarchies" et de "groupes spécialisés", les mêmes termes avec lesquels ils se réfèrent à la façon de conduire leurs guerres, et qui naturellement ne nous appartiennent en rien.

Contre cela, cela fait depuis 2010 que celles et ceux qui luttent ont compris que pour repérer une colonne de fourgons ou une pelleteuse, ou encore un bout d'une excavatrice, il suffit de se placer dans un bar, sur un balcon ou aux angles des rues qu'ils parcourent tous les jours et de regarder dans la bonne direction. A partir de là, le tam-tam d'appels suivra son cours, sans ordres ni commandants. Cela fait depuis 2010 que l'on se parle pour comprendre les exigences des un-e-s et les capacités des autres, entre qui peut prendre sa journée de travail et qui est disposé à sécher l'école, qui a des enfants assez grands pour ne plus avoir à s'en préoccuper et qui est là simplement parce qu'il n'y a rien d'autre à faire. Dormir à la belle étoile n'a jamais été un problème si les circonstances l'exigeaient, mais ce n'est pas vraiment pour ça que l'on peut parler de ninjas super-entraînés. Ces expériences se sont enrichies avec les années, et avec elles toutes les personnes qui y ont participé ou contribué d'une

façon ou d'une autre.

Certain-e-s sont né-e-s dans la vallée et ont appris à lutter ici, et d'autres sont venu-e-s pour lutter et ont appris à marcher. Quelles que soient les personnes qui sont descendues vers le chantier cette soirée de mai, elles ne seront certainement pas plus spéciales que toutes celles qui ont grandi en s'opposant à la construction de ce train, justement parce qu'elles ne pourraient que puiser dans ce même bagage.

Non satisfaits de cette blague, les deux procureurs passent du coq à l'âne en lançant des sentences contre les NoTAV comme s'il s'agissait de torpilles, et dégainent un concept digne d'un cours de formation pour flics (mais de la première leçon) : contrôle du territoire. Un contrôle qui serait, selon leurs propres mots dans un passage fumeux de leur dossier, pratiqué par les franges violentes du mouvement.

Peut-être auraient-ils oublié le fait que n'importe qui luttant en Val Susa, plutôt que de contrôler, refuse d'être contrôlé-e ? De telle façon que les seules franges violentes qui poursuivent cet objectif sont ces messieurs et ces mesdames en uniforme ou en casque bleu, qui foncent dans leurs bolides de haut en bas et de bas en haut à travers la vallée. Depuis 2011 et jusqu'à aujourd'hui, des milliers de personnes ont rôdé sur les sentiers autour du chantier. Je me rappelle d'un tir à la corde constant pour arracher des bouts de bois qui puissent être parcourus librement, sans que de sales types en cagoule et en tenue de camouflage ne te barrent la route, en te pointant éventuellement le pistolet en pleine tête sans aucune raison, comme quelques NoTAV pourraient le raconter.

Août 2011 a été sué jour après jour : il fallait construire le presidio de Clarea. Mais les check-points sous l'autoroute, à l'entrée du chemin de terre, étaient asphyxiants. Malgré ça, quelqu'un a eu la brillante idée de proposer une rencontre quotidienne à Chiomonte pour regrouper une cinquantaine de personnes et faire la traversée tous et toutes ensemble, pour que les arrestations et les identifications soient beaucoup plus difficiles à réaliser. Ce qui fonctionna, et permit que le matériel arrive jusqu'à la Baita, tandis que les personnes soumises à des interdictions de

territoire pouvaient se déplacer de façon plus légère. Dans les moments de bonne humeur se montaient des banquets, qui s'achevaient souvent en véritables fêtes et qui se rendaient sous cette autoroute pour démolir de façon toujours plus improbable ces monstres de fer et de ciment que l'on appelle jerseys.

Leur concept de "contrôle" se voit démenti par une réelle connaissance diffuse du territoire que possèdent celles et ceux qui s'opposent. Celle-ci, ajoutée à l'inventivité et à la nécessaire détermination, a toujours été insaisissable pour les flics et les enquêteurs.

Ces gens tentent d'établir une présence massive et un œil indiscret sur les routes de toute la vallée, se déplaçant selon leur bon plaisir. Il y a quelques mois, un jeune me parlait du niveau de militarisation de Susa et, tandis qu'il le décrivait, cela me rappelait les histoires d'un ami tunisien à propos de l'assaut militaire de Gafsa lors des révoltes de 2005. A cette époque, lui et d'autres plus jeunes s'étaient retirés dans les montagnes, tandis que d'autres étaient restés résister en ville. Je ne connais pas bien l'histoire, mais dans ses souvenirs, quelques-uns avaient pris des coups de fusil tirés par les hommes en camouflage. Nous savons tous qu'à ce difficile "hiver" tunisien allait suivre un fleurissant printemps de révolte qui allait faire trembler le bassin méditerranéen dans son ensemble.

Bien sûr, nous autres n'avons pas ces prétentions, et nous nous contenterons de ne pas avoir nos montagnes percées et d'inutiles stations pharaoniques à Susa. Les outils pour continuer à lutter sont là. La créativité aussi.

Nous, entre-temps, nous résistons avec la tête de mule que ce mouvement nous a toujours inspiré. Nous espérons seulement que vous n'irez pas trop vite et que nous pourrons être dehors quand il sera temps de boucher ce trou à Clarea avec les ruines du chantier...et tant qu'à faire, avec un peu d'autoroute aussi.

Liberté !

Chaleureusement, Niccolo.

Quelques exemples d'actions de solidarité, qui ont été nombreuses depuis ces arrestations : manifestations, sabotages, tags, déploiement de banderoles, etc...

9 décembre - localité inconnue :

des hackers Anonymous mettent hors ligne les sites internet de la région Piemonte et de l'entreprise LyonTurinFerroviaire.



13 décembre - Trento :

une trentaine de compagnon.nes a bloqué pendant vingt minutes le Frecciargento (train à grande vitesse italien).

14 décembre - Turin :

grand rassemblement devant la prison. Environ 300 personnes sont venues exprimer pendant plusieurs heures leur solidarité à Chiara, Mattia, Niccolò et Claudio, à grand renfort de slogans, pétards et feux d'artifice.



15 décembre - Milan :

des banderoles apparaissent un peu partout dans la ville sur des ponts et des immeubles.

17 décembre – Val Susa - Sangano :

une bonne heure de perturbation du sommeil des troupes d'occupation militaire, les chasseurs alpins, hébergés dans l'hôtel San Giorgio.

17 décembre - Toulouse :

blocage du péage de l'autoroute Toulouse/Paris (A620) en solidarité avec les arrêtés du 9 décembre par une quinzaine d'individus : " *Mort à l'État qui affame, qui détruit, qui tue.* Chiara, Claudio, Mattia , Niccolò, libres tout de suite, de nouveau à nos côtés dans la rue, sur les sentiers de la vallée et ailleurs. À eux va tout notre soutien. AnarchistEs de Toulouse"

8 janvier - Paris :

attaques solidaires de boutiques SNCF dans le 4e, 13e, et 17e arrondissements. Vitaines cassées et tags : « NoTav, NoTGV », « NoTav la lutte ne s'arrête pas. Liberté ».



Les Grands États inutiles et imposés façonnent le territoire pour que tout aille plus vite et rapporte toujours plus d'argent. Le Tav fait partie d'un schéma européen de lignes à grande vitesse, dont la France, patrie orgueilleuse de ses Tgv, est moteur de cette course à l'innovation et à l'hyper vitesse.

Construire et faire fonctionner des lignes à grande vitesse, cela veut dire expulser des gens parce qu'ils vivent sur le tracés des voies, c'est un prétexte en plus pour faire disparaître les quartiers populaires. Cela veut dire construire et faire fonctionner de nouvelles lignes très haute tension alimentées par les centrales nucléaires fonctionnant grâce au pillage des sous sol d'ailleurs. Cela veut dire transformer et ravager pas seulement les espaces de vie mais aussi les manières de (sur)vivre et les liens humains. Exploiter et transformer tout, y compris nous-même, en valeurs économiques utiles ou inutiles qui auraient besoin de ces infrastructures capitalistes.

Les résistances au *bétonnage en bande organisée* sont pourtant nombreuses pour qui choisit de ne pas détourner le regard. Être déterminé à vivre et lutter les un.es aux côtés des autres contre ces projets d'infrastructures et le monde qui les produit, c'est en fait de cela dont sont accusés Chiara, Mattia, Niccolo, Claudio et le mouvement NOTAV.

La date du début de leur procès devant les assises du tribunal de Turin a été fixée le 14 Mai 2014, soit un an après l'action de sabotage du chantier de la grande vitesse en Val de Susa. Illes risquent jusqu'à 20 ans de prison. Les parties civiles accusatrices sont entre autres : la Commission Européenne, le Conseil des ministres, la société Lyon Turin Ferroviaire, des régiments de chasseurs alpins (militaires), carabinieri (gendarmes) et flics. Face à cette belle brochette, toutes celles et ceux qui ne lâchent rien, qui ne lâcheront rien.

Le 14 Mai 2014 sera une autre occasion de faire résonner des actions de solidarité un peu partout et démontrer que cette loi n'isole ni les luttes ni les personnes qui y prennent part. Dans ce cas comme dans d'autres combats à venir, cette loi n'arrête pas la lutte.

Les terroristes sont ceux qui saccagent nos vies et les lieux que nous habitons

**LIBERTE POUR CHIARA , NICCOLO, CLAUDIO, MATTIA
LIBERTE POUR TOUTES ET TOUS**

Pour leur écrire

Mattia Zanotti
Niccolò Blasi
Casa di Reclusione
Via Casale San Michele, 50
15100 Alessandria

Chiara Zenobi
Casa Circondariale
Rebibbia
via Bartolo Longo, 92
00156 Roma

Claudio Alberto
Casa Circondariale
Via Arginone, 327
44122 Ferrara

Pour s'informer

*En français : notavfrance.noblogs.org
feualagrandedevitesse.noblogs.org*

*En italien : macerie.org/macerie
informa-azione.info*

